



Manifestation nationale NO VAT 2009

Autodétermination, laïcité, antifascisme, citoyenneté

Rome 14 février 2009 – Départ piazza della répubblica, 14 h

À 80 ans de la signature des Accords de Latran entre Pie XI et Mussolini (11 février 1929) et en pleine crise du système politique néolibéral, les connivences entre un État autoritaire et le Vatican, qui reste le vrai cœur du Concordat, sont toujours aussi présentes. Les décennies de dédouanement institutionnel du fascisme se font l'écho dans le révisionnisme de Ratzinger concernant Pie XI et de Pie XII, tous deux complices du fascisme, du nazisme, de la déportation et de l'élimination de femmes et d'hommes alors considérés comme "différents".

Stipulés pour défendre des privilèges réciproques, les Accords de Latran et leur version révisée du Concordat en 1984 demurent de puissants instruments de contrôle. En leur nom la religion catholique et ses symboles poursuivent leur propagation, alimentant la logique du "choc des civilisations" dans un climat où l'autodétermination, la laïcité, l'athéisme et la liberté de pensée sont stigmatisés et souvent épingleés comme actes de terrorisme culturel.

La prochaine manifestation NO VAT du 14 février – revendiquant précisément l'autodétermination, la laïcité, l'antifascisme, l'autonomie et la citoyenneté, a pour objectif de dénoncer le projet hégémonique du Vatican et son articulation logique avec un système sexiste, fasciste et raciste, sans compter son influence de premier plan dans la gestion de l'actuelle crise économique néolibérale.

En ces temps d'effondrement de l'économie mondiale, comme dans un jeu de rôles bien huilé face à des politiques sociales diversifiées réduites à peau de chagrin, et suite à la destruction progressive des aides de État – lesquelles, au moins sur le papier, offraient certaines garanties à tout un chacun – l'Église oppose ses "solutions" : caritatives, discriminatoires et familialistes.

Parallèlement, les coupes opérées dans les budgets de l'Éducation nationale et de la Santé occasionnent la montée des apports dans les finances des écoles et universités confessionnelles ainsi que dans les hôpitaux catholiques.

Le démantèlement de l'Éducation nationale dénoncé par la "vague étudiante" durant l'automne 2008 a non seulement pour fin de détourner ses ressources propres mais aussi celui – qui est bien plus grave à plus long terme – de soustraire aux nouvelles générations les outils du savoir, le développement du sens critique et par conséquent l'interprétation des ressorts du pouvoir.

En Italie les associations catholiques alimentent les fichiers qui vont des travailleurs sociaux à la gestion directe de certains CIE (Centres d'identification et d'expulsion) et des CARA (Centres d'Accueil des demandeurs d'asile). De sorte qu'elles cautionnent l'approche sécuritaire du phénomène de l'immigration et prennent le contrôle d'une armée de réserve de travailleuses et travailleurs provenant d'autres pays. Dans le même temps ces organismes opèrent leur main-mise sur la gestion des situations d'urgences internationales, véritable une manne pour leur business : épidémie du sida, camps de réfugiés, aides humanitaires.

Sur le plan idéologique, les gérarques du Vatican défendent et renforcent la subordination d'un sexe à un autre, et ont déclaré la guerre au concept de genre qui déconstruit la "naturalité" des rôles entre hommes et femmes. Ils étendent cette guerre idéologique dans le cadre de leur ingérence continuelle dans les orientations des organes d'État et au sein des instances internationales (ONU, Union européenne).

Le régime papal de l'intégriste Ratzinger, s'exprimant sur le contrôle des naissances et de la mort prétend gérer les corps et les manifestations de la vie et les soumettre à sa règle ; les anathèmes du Vatican contre toute manifestation d'autodétermination vont de pair avec la multiplication des décrets et des interdictions provenant de certains maires, ou nouveaux shérifs. C'est ainsi que la petite famille que l'on montre dans les pubs à la télé est imposée par l'État italien et par l'Église catholique comme le modèle unique de respectabilité ; celle ou celui qui ne correspond pas à ce modèle doit non seulement être caché mais sera désigné-e comme dangereux-se.

À donc 80 ans des Accords de Latran, l'État italien et les hiérarchies vaticanes mettent tout en œuvre pour neutraliser les conflits sociaux en prenant pour cible de nouvelles "marginalités" à stigmatiser et de nouvelles "dérives" à criminaliser au nom de la "sécurité".

Nous savons bien ce que masque leurs campagnes de haine : la peur de perdre leurs privilèges et leur pouvoir.

Mais nous, nous refusons de payer l'addition de leur peur !

Nous relevons la tête et nous affirmons avec force de ne pas avoir peur de faire peur.

Ensemble, nous dénonçons les complicités de l'Église catholique et de l'État italien dans leur pratique de politiques sécuritaires, racistes, transphobiques, lesbophobes, homophobes et misogynes.

Nous redescendons dans la rue le 14 février 2009 avec la manifestation NO VAT pour défendre :

- l'autodétermination et la libre disposition en toute responsabilité de chaque étape de la vie ;
- une éducation publique et laïque, avec abolition de l'heure de religion ;
- un système sanitaire public et laïque ;
- un État social qui réponde aux besoins de tous ses sujets ;
- les droits et la pleine citoyenneté des lesbiennes, des trans, des gays et des migrants
- l'élimination des lois idéologiques dictées par le Vatican et la suppression de la loi 40 de 2004 sur la procréation médicalement assistée ;
- l'abolition du Concordat et des privilèges qui en dérivent pour l'Église catholique (dispense de la taxe foncière, prélèvement de l'impôt du 8/1000...)

Coordination Facciamo Breccia

www.facciamobreccia.org
adesioni@facciamobreccia.org